

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.4	
C-1 Renforcement de la sécurité composé de	17 000 000
Gestion indirecte avec la “ <i>Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIAPP)</i> ” - cf. section 4.4.43	17 000 000
C-2 Renforcement des capacités d'action locales composé de	11 900 000
Subventions: (Gestion directe) <i>Communes régions et leur regroupements et consortium d'ONG cohésion sociale</i> – cf. section 4.4.1	9 900 000
Passation de marché (gestion directe) <i>Services (assistance technique)</i> – cf. section 4.4.22	2 000 000
C-3 Activités de soutien économique composé de	20 000 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre - cf. section 4.4.44	10 000 000
Subventions: (Gestion directe) <i>Consortium ONG résilience</i> – cf. section 4.4.1	10 000 000
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	19 900 000
Passation de marchés — enveloppe totale de la section 4.4.2	2 000 000
Evaluation – cf. section 5.2	100 000
Audit – cf. section 5.3	
Provision pour imprévus	1 000 000
Totaux	50 000 000

4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

Un comité d'orientation et de suivi sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action. En outre un comité d'orientation et de suivi « territorial » sera organisé de façon semestriel dans chacune des deux régions concernées regroupant des représentants du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation chargés de la décentralisation (MATD) et du ministère de l'économie, des finances et du développement chargés de l'aménagement du territoire et de la prospective, (niveau central) ; des représentants de l'administration territoriale du MATD (gouvernorats, hauts commissariats et préfectures), des autorités locales des régions et des communes concernées et des services techniques déconcentrés de l'État (aide humanitaire, sécurité alimentaire). Les représentants de l'État aux comités de suivi seront redevables de l'ensemble des actions de leurs services techniques dans la zone d'intervention pour une synergie des actions et leur cohérence avec le soutien de l'appui budgétaire. L'assistance technique